

**POUR NOS SALAIRES, NOS RETRAITES, NOS SERVICES PUBLICS...
POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE...**

EN GRÈVE LE 1ER OCTOBRE

- Chaumont 17 heures devant la mairie
- Langres : 17 heures place bel air
- Saint Dizier :barbecue sur la place de l'hôtel de ville

Après la claque aux élections européennes, la dissolution manquée et la nouvelle claque aux élections législatives... ce pouvoir n'accepte toujours pas d'avoir perdu. Pour lui, hors de question de toucher à la retraite à 64 ans, alors que le rejet de cette contre-réforme a largement contribué à la défaite électorale de Macron. Soutenu par les macronistes et la droite, adoubé par le RN, le gouvernement Barnier prépare un budget austéritaire qui fragilisera davantage les services publics les salaires et les conditions de travail des personnels. Sans parler de la vision réactionnaire de l'Éducation que laisse présager cet attelage. Il y a urgence à exiger un autre projet de société.

EXIGER L'ABROGATION DE LA RETRAITE À 64 ANS ...

Dénoncée par la majorité de la population (90% des actif-ves), combattue par une mobilisation intersyndicale historique et imposée par 49-3, la contre-réforme Macron des retraites a de nouveau été rejetée dans les urnes en juin. Il est donc plus que jamais urgent et possible d'obtenir son abrogation.

... ET GAGNER SON RETOUR À 60 ANS



GAGNER DES AUGMENTATIONS SALARIALES

Les maigres augmentations salariales dans la Fonction publique (3,5% en juillet 2022, hausse des entrées de grilles des cat C et B ainsi que des AESH et AEd pour rattraper la hausse du SMIC, 5 pts d'indice-aumône de 25€- en plus pour tou-tes, prime unique « pouvoir d'achat » en 2023) sont loin de compenser l'inflation cumulée depuis janvier 2022 (plus de 12 %).

Quant à la revalorisation « historique » des enseignant-es (environ 10 %) elle est aussi inférieure à l'inflation (en moyenne) et n'est pas prise en compte pour la retraite car sous forme indemnitaire.

Pour rappel, en janvier 2024, il aurait fallu augmenter la valeur du point d'indice de 26,71% pour rattraper la perte de pouvoir d'achat subie depuis le 1^{er} janvier 2000 !

ENSEMBLE, EXIGEONS...

- ✓ l'augmentation immédiate de de 400 € net pour tous les personnels
- ✓ le SMIC à 2000 € brut
- ✓ le dégel de la valeur du point d'indice avec le rattrapage des pertes antérieures
- ✓ l'indexation de la valeur du point d'indice sur l'indice des prix à la consommation
- ✓ l'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- ✓ un statut de cat B pour les AESH et les AEd (et retour d'un statut d'étudiant surveillant)
- ✓ la revalorisation conséquente et immédiate des pensions.



**POUR NOS SALAIRES, NOS RETRAITES, NOS SERVICES PUBLICS...
POUR UNE ÉCOLE ÉMANCIPATRICE...**

EN GRÈVE LE 1ER OCTOBRE

RÉINVESTIR LES SERVICES PUBLICS

Depuis des années, **les services publics sont la variable d'ajustements budgétaires pour compenser les cadeaux aux actionnaires et au 1% des plus riches.** Si les inégalités salariales explosent, c'est aussi le cas des inégalités devant la santé, l'éducation, la justice, les transports etc.

Les Services publics font partie de la redistribution des richesses créées. Leur dégradation frappe en premier lieu les classes populaires et de plus en plus les classes moyennes.



URGENCE

- ✓ **D'INVESTIR MASSIVEMENT DANS NOS SERVICES PUBLICS**
- ✓ **D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES PERSONNELS QUI LES TIENNENT À BOUT DE BRAS**
- ✓ **DE CRÉER MASSIVEMENT DES POSTES STATUTAIRES**
- ✓ **DE TITULARISER TOUTES LES CONTRACTUELLES SANS CONDITION DE CONCOURS ET DE NATIONALITÉ**
- ✓ **D'ABROGER LA LOI DE TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE**
- ✓ **DE PRÉSERVER LE STATUT DE FONCTIONNAIRE**

GAGNER LA BATAILLE DE L'ÉCOLE

Face à la perte de sens de nos métiers, **imposons une École au service de l'émancipation de nos élèves et respectueuse des personnels.**

Depuis 2017, la vision réactionnaire de l'Éducation, la politique de contrôle (restriction de la liberté pédagogique et mépris de l'expertise des personnels) et de tri social tournent le dos à toute ambition émancipatrice de l'École.

C'est l'institutionnalisation d'une violence dirigée contre les élèves issu-es des classes populaires, mais aussi contre les personnels épuisés qui perdent le sens de leur métier.

Détérioration des conditions de travail, décrochage

salarial, disparition des Services publics...

C'est l'heure de défendre une politique qui réponde aux exigences sociales !

Moins pour les actionnaires... Plus pour les salaires, les services publics et les retraites.

Imposons une autre répartition des richesses !

IL EST URGENT...

- ✓ **d'abroger les réformes rétrogrades Blanquer/Ndiaye/Attal au service du tri social**
- ✓ **d'abroger le « Choc des savoirs », le SNU, l'uniforme et les évaluations nationales**
- ✓ **d'abroger le Pacte et les rémunérations au mérite**
- ✓ **d'abroger les réformes du LP, du lycée et de Parcoursup...**
- ✓ **de gagner la nationalisation de l'enseignement privé sous contrat**
- ✓ **de gagner une nouvelle carte de l'Éducation prioritaire sur des critères objectifs incluant les lycées**
- ✓ **de gagner la mise en œuvre de conditions d'accueil dignes pour les élèves allophones**
- ✓ **de gagner des moyens pour l'inclusion des élèves en situation de handicap**

CGT Educ'Action académie de Reims – 15, bd de la Paix, 51100 Reims – ✉ reims@cgteduc.fr – ☎ 06 32 39 64 52

 www.cgteducreims.fr

   CGT Educ'action ac Reims